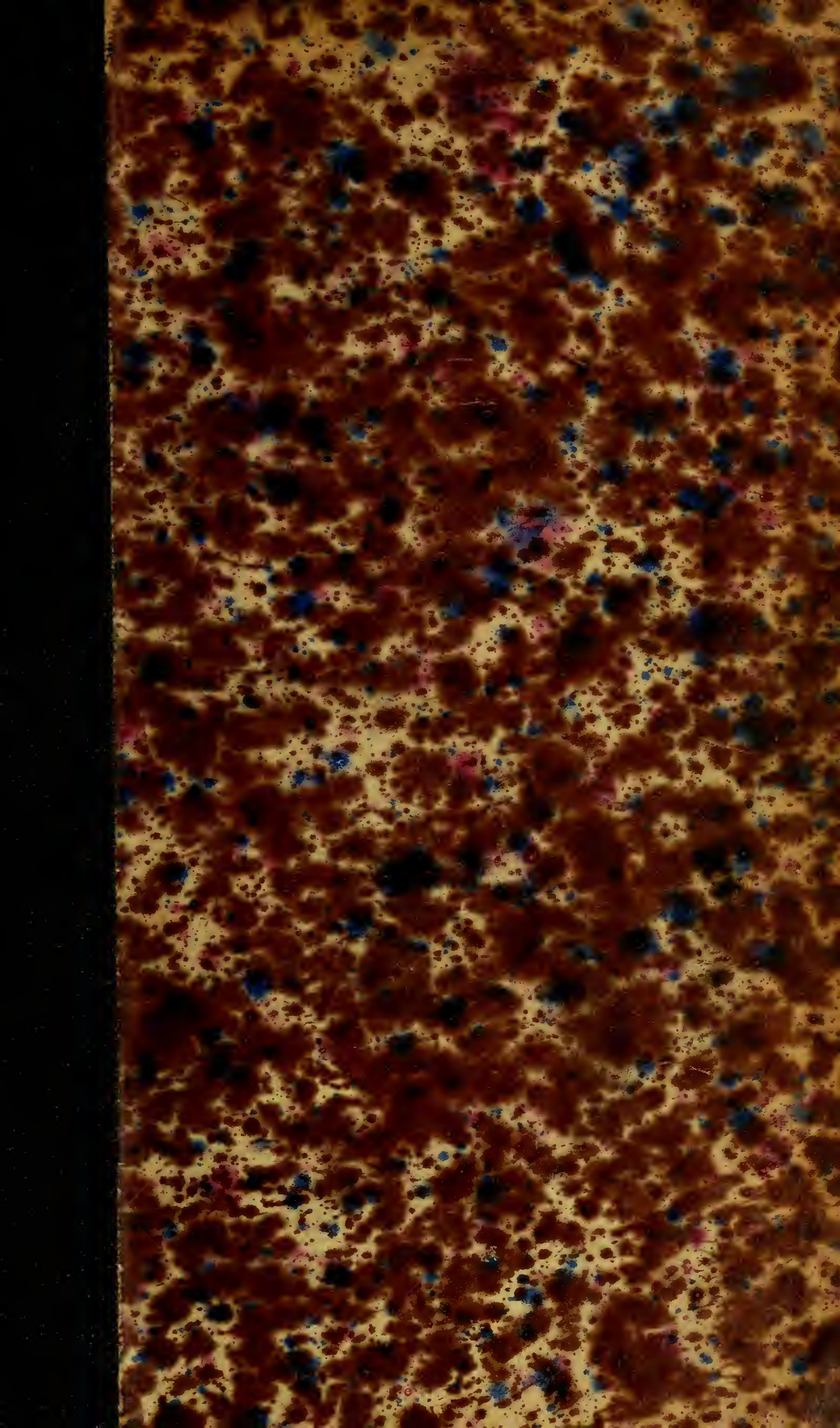




PAMPHLETS.

French Revolution

1791

GRANDE MOTION DES HALLES.

Nous ne voulons plus de votre constitution qui nous a ruinés.

Nous ne voulons plus de votre liberté qui n'est que pour les frippons, les voleurs et les assassins.

Nous ne voulons plus de votre religion qui n'est bonne que pour ceux qui ne croyent pas en Dieu.

Nous ne voulons plus de tant de maîtres à 18 liv. à 12 liv., à 6 liv., à 4 liv., à 2 liv. par jour.

Nous ne voulons plus de vos sections où les hommes perdent leurs temps à déraisonner.

Nous ne voulons plus de vos jacobins, de vos feuillans, de vos cordeliers, ni de tous vos clubs.

Nous ne voulons plus de vos corps constitués, constituans, mangeans, rongeans, bouleversans, dépouillans, ruinans.

Nous ne voulons plus de vos cent quarante

quatre municipaux, qui ne sont bons qu'à contrarier le maire et les adminisrateurs du département; qui contrarient, à leur tour, notre bon roi. Nous avions assez d'un intendant, d'un lieutenant de police, d'un prevôt des Marchands et de quatre échevins, qui s'entendoient avec notre père commun pour nous nourrir et veiller à notre bonheur.

Nous ne voulons plus de vos nouveaux juges qu'il faut payer, ni de vos nouveaux suppôts de chicane qui pillent plus que les anciens, et ne font pas si bien leur besogne.

Nous ne voulons plus de vos électeurs qui se disputent à qui fera les plus mauvais choix.

Nous ne voulons plus de sept cents cinquante-quatre roitelets qui ne font que bavarder, crier, s'injurier, et qui s'entendroient mieux à planter des choux, qu'à gouverner.

Nous ne voulons plus de vos feuilles à deux sous, de vos Cara, Marat, Garrat, Desmoulins, Prudhomme, Perlet, Tremblay, Berguin, Dinocheau, Villette, Morande, et de tous ces autres gratteurs de papiers qui nous ont échauffés la tête, excités au pillage, au meurtre, prêchés la révolte, qui ont dit du mal de notre bon roi, de notre bonne reine, de nos princes, de nos seigneurs. Nous savons que le meilleur d'entre

tous ces faiseurs de journaux ne vaut rien, et que tous les autres seroient logés, suivant leur mérite, à Bicêtre.

Nous ne voulons plus de vos fédérations, de vos exercices, de vos pifs, de vos poufs, de vos cocardes, de vos rubans aux trois couleurs d'Orléans, de vos fêtes, de vos enterremens.

Nous ne voulons plus de vos motions, de vos pétitions, de vos tapisseries au coin des rues.

Nous ne voulons plus de vos chansons patriotiques, de vos lecteurs qui ne savent pas lire, de vos gueulards.

Nous ne voulons plus de marchands, de commis, de clercs de procureurs en épaulette.

Nous voulons une loi, une foi, un roi.

Nous voulons la loi sous laquelle nous vivions heureux.

Nous voulons la foi que nous tenions de nos pères.

Nous voulons un roi qui soit le maître, et qui puisse s'occuper de notre bonheur sans consulter les avocats, les procureurs, les huissiers, les greffiers et tous les raisonneurs de son royaume.

Nous voulons un lieutenant de police qui veille à ce que les rues soient propres, les lan-

ternes soient éclairées, les marchés garnis, les frippons punis, les marchands de bonne-foi.

Nous voulons un intendant qui ne nous laisse jamais manquer de pain, qui fasse percevoir les impôts sans faire crier.

Nous voulons un prevôt des marchands qui ait soin que nos ports et nos chantiers soient garnis de bois et de charbon.

Nous voulons notre parlement qui inspiroit le respect.

Nous voulons nos anciens magistrats qui étoient fils, petits-fils, arrières-petits-fils de magistrats, et étoient élevés au métier de jugeur, qu'ils entendoient mieux que ceux qui ont été pris au hasard pour les remplacer.

Nous voulons nos anciens avocats, nos anciens procureurs, qui pressuroient bien leurs pratiques, mais moins que les nouveaux qui ne savent pas leur métier.

Nous voulons nos anciens impôts qui étoient moins lourds que les nouveaux.

Nous voulons qu'ils soyent payés par tout le monde, sans distinction de rang, de places et de naissances, et à proportion de ce que chacun a de fortune.

Nous voulons l'ancien régime qui nous faisoit

vivre, et nous ne voulons pas du nouveau qui nous ruine.

Nous souhaitons le retour de nos princes, de nos grands seigneurs et de tous les gens riches qui nous faisoient vivre.

Nous souhaitons l'arrivée des émigrans, des Allemands, des Espagnols, des Prussiens, des Russes, des Piémontois, des Suisses, qui viendront mettre la paix au milieu de nous, et replacer nótre vertueux roi sur le trône; qui chasseront les rongeurs, les hableurs, les hurleurs, les discoureurs, les menteurs, les calomniateurs, qui ont tout mis sans dessus desous, et nous ont plongés dans la misère.

Nous souhaitons que tous les rois voisins se réunissent pour punir ceux qui nous ont excités à la révolte. Nous savons qu'ils nous plaignent et ne nous haïssent pas; qu'ils n'en veulent qu'aux chefs qui nous ont égarés; qu'aux écrivains qui nous ont trompés; qu'aux philosophes qui nous ont dupés, qu'à la propagande qui a fait tout ce mal; qu'aux députés du côté gauche de l'assemblée nationale qui ont tout détruit.

Nous souhaitons que toutes ces troupes étrangères nous apportent l'argent qu'elles auront à dépenser. Nous savons qu'elles ne nous pilleront

pas ; ne nous tuerons pas, qu'elles ne nous feront aucun mal, pas même à ceux qui l'ont mérité.

Nous souhaitons qu'elles viennent promptement, car nous ne pourrions pas vivre l'hiver prochain, et nous mourions de froid et de faim.

Nous souhaitons que la religion, les lois, l'autorité reprennent leur empire, que les honnêtes-gens puissent être tranquilles, et les coquins chassés, poursuivis et punis.

Nous voulons, sur-tout, et nous le demandons avec tous le pouvoir qui appartient au peuple souverain, qui a constitué ses représentans, c'est-à-dire, ses mandataires, qu'ils ayent, dans le plus court délai possible, à se mettre en état de rendre un compte exact, circonstancié et appuyé de pièces, de leur manutention, et particulièrement de l'emploi qu'ils ont fait des sommes qui sont entrées dans le trésor national, tant en argent qu'en assignats.

Nous avons lu une pétition, affichée dans tout Paris, qui a demandé ce compte; nous avons dit que cela étoit juste, et nous le dirons toujours jusqu'à ce qu'on nous ait satifaits ; car si les députés s'en vont sans le rendre, nous ne serons jamais tranquilles, parce que nous craindrons toujours la banqueroute, et qu'on ne manquera pas de dire que c'est le roi qui l'a

faire; puisqu'ils font courir le bruit que M. de Montesquiou a rendu ce compte, pendant que les gens qui s'y connoissent, disent que ce n'est pas un compte, mais un beau discours qui ne prouve rien, et qui n'a servi qu'à cacher le mauvais état des finances; de sorte que le roi ne pourra faire du bien à personne, que les pauvres seront toujours pauvres; et que les méchans diront que c'est encore sa faute; nous voulons donc qu'on rende des comptes.

